

HUMANITAIRE : LE PRIX DE L'ACTION

Jean-Christophe Victor, *présentateur*

Aujourd'hui, je suis au siège de Médecins Sans Frontières pour fêter les 40 ans de cette organisation médicale internationale. Dans un premier volet, nous avons vu comment MSF s'était développé en quelque sorte à la faveur de la guerre froide, au croisement entre la médecine d'urgence et le soutien aux droits de l'homme. Alors, la guerre froide est terminée depuis longtemps maintenant. Donc, aujourd'hui, nous allons analyser la façon dont MSF a pu s'adapter aux évolutions du monde politique actuel et aux évolutions de l'espace humanitaire.

Voici tout d'abord les 60 pays où les différentes sections de Médecins Sans Frontières sont intervenues en 2010. On distingue quatre grands contextes d'intervention. D'abord, les épidémies de rougeole, de choléra par exemple au Nigéria, épidémie de sida notamment en Afrique du Sud ou au Malawi. Au total, les épidémies absorbent 42 % des activités de Médecins Sans Frontières. Il y en ensuite les catastrophes naturelles, tremblement de terre en Haïti, inondations au Pakistan, elles représentent 8 % des interventions de MSF. Une troisième catégorie rassemble les missions auprès des populations en situation d'exclusion de soins, comme les migrants clandestins en France, les personnes âgées en Géorgie, les prisonniers en Russie. Eh bien aujourd'hui, l'exclusion représente 19 % des programmes MSF. Quatrième contexte enfin, les conflits armés - au Pakistan, en Afghanistan, en Somalie - ils engagent encore près du tiers des activités de MSF. Et ce que racontent aussi ces cartes, ce sont les évolutions économiques, politiques, sociales de l'environnement humanitaire. En Chine ou en Arménie par exemple, MSF fait face aux effets de la privatisation des systèmes de santé sur l'accès aux soins. Même chose au Mali ou au Niger où la fin de la gratuité des soins a écarté les plus pauvres des centres de santé. En France, MSF se mobilise pour la prise en charge des patients d'origine étrangère de plus en plus exclus du système de soin français. Et puis, confronté aussi à la politique des brevets de l'OMC ou au désintérêt de l'industrie pharmaceutique pour les maladies tropicales, MSF fait également campagne pour l'accès aux médicaments. Dernier élément de contexte, la multiplication de ce qu'on appelle, entre guillemets, les guerres justes. Alors, c'est quoi ? Ce sont des opérations militaires classiques, mais qui sont menées soit au nom de la lutte contre le terrorisme comme en Afghanistan ou en Irak, soit pour des raisons humanitaires comme par exemple récemment en Libye. Or, c'est aussi dans cette catégorie que le gouvernement du Sri Lanka classe ses offensives contre la rébellion tamoule à la fin des années 2000. Alors, que s'est-il passé exactement ? Au Sri Lanka, depuis 1972, deux communautés s'opposent dans une lutte armée pour le pouvoir : les Cinghalais, bouddhistes, majoritaires avec 72 % de la population et les Tamouls, hindous, qui représentent 20 % de la population du Sri Lanka. En 2006, après 4 ans de trêve, alors que le mouvement armé des Tigres tamouls contrôle deux zones, au nord et à l'est du pays, l'armée sri-lankaise décide de lancer une nouvelle offensive. Pour le gouvernement, d'ailleurs, l'offensive a pour objectif de libérer les populations retenues comme bouclier humain dans les zones contrôlées par la rébellion. D'ailleurs, Colombo qualifie même cette opération de mission humanitaire. Et pourtant, les opérations se déroulent sans témoin, ni assistance. Seules la Croix-Rouge internationale et une mission restreinte de l'ONU sont autorisées à se rendre dans la zone d'affrontements. En quelques mois à peine, l'armée reprend le contrôle des districts de Batticaloa et Trincomalee avant de repousser les Tigres tamouls dans leur sanctuaire du Vanni - on le voit sur la carte. Face à l'évolution possible du conflit, MSF propose alors aux autorités d'ouvrir des missions médicochirurgicales à Point Pedro, Vavuniya et Mannar en zone gouvernementale. Mais comme l'organisation humanitaire tente au même moment de faire pression pour accéder aux zones de combat à l'est du pays, les autorités l'accusent alors d'être partiale et lui refusent les autorisations nécessaires au lancement de ses activités. Alors pour MSF, il y a dilemme : est-ce qu'il faut dénoncer la situation pour faire pression sur le gouvernement et puis se retirer, ou bien est-ce qu'il faut céder aux conditions fixées par Colombo afin d'atténuer la souffrance des rescapés et de ne pas fermer la porte à de nouvelles discussions ? Finalement en 2006, MSF choisit de signer un accord-cadre par lequel elle renonce à accéder aux zones rebelles. En 2007, les équipes peuvent finalement travailler à Point Pedro, à Mannar, à Vavuniya et puis Kilinochi qui se situe dans la zone rebelle, mais loin

des affrontements. MSF n'accédera jamais aux zones touchées par les combats. En 2008, l'étau militaire se resserre de nouveau autour des Tigres tamouls. Après avoir repris le district de Mannar puis celui de Kilinochi à l'été 2008, le gouvernement ordonne l'évacuation du Vanni par les organisations humanitaires. Pour Colombo, l'assaut finalement qui débute en janvier 2009 doit se dérouler à huis clos. MSF est écarté des zones d'opérations militaires. Mais travaillant à Point Pedro et à l'hôpital de Vavuniya, l'ONG reçoit néanmoins le récit des blessés. Ils décrivent une guerre totale sans merci pour les civils. En moins de cinq mois, entre 20 000 et 30 000 personnes meurent sous les bombes, tandis que plus de 300 000 autres sont évacuées vers des camps d'internement surveillés et ces camps se trouvent rapidement saturés. Colombo se tourne alors vers l'ONU et ses bailleurs de fonds pour lancer la construction d'un nouveau camp modèle *Menik Farm*. Parallèlement, le gouvernement sri-lankais réussit à soumettre les humanitaires à ses plans en exigeant qu'ils restent à l'extérieur des camps, demeurent dans le cadre sanitaire fixé par les autorités et s'engagent à ne pas témoigner publiquement. MSF signe alors un deuxième accord-cadre en 2009 qui lui permet de travailler dans un hôpital à proximité du camp de *Menik Farm*. Donc, en fait, la question que soulève cette expérience sri-lankaise, c'est de savoir à quel prix on peut agir et jusqu'où on peut ajuster les principes humanitaires ?

Nous allons maintenant prendre un autre exemple avec le cas du Pakistan. Regardez dans le nord du pays les provinces montagneuses de la *North-West Frontier Province* - c'est les zones tribales - eh bien là au moins trois types de violences affectent la population de la région. Violences de groupes sectaires d'abord entre sunnites et chiites, comme dans la zone de Kurram en 2007, violences militaires dans le cadre du conflit entre l'armée pakistanaise et des groupes d'opposition armés, comme dans la zone de Bajaur en août 2008, et puis n'oublions pas que les Talibans utilisent cette région comme leur base arrière et y attirent donc à leur tour des opérations des forces spéciales américaines comme en octobre 2008 dans le Waziristan du Nord. En 2008-2009, MSF intervient pour la première fois dans la vallée de Swat que contrôlent alors des groupes armés d'opposition pour y pallier le déficit de professionnels de santé. Mais le problème qui se pose aux équipes, c'est que dans la stratégie de l'armée pakistanaise qui lance une offensive sur la vallée de Swat en 2009, l'aide constitue un outil permettant d'asseoir la légitimité du gouvernement auprès des populations locales. Résultat : les organisations humanitaires sont assimilées à la politique de stabilisation du régime et courent donc le risque, en intervenant, d'être la victime d'attaques ciblées par les mouvements armés. Dès lors, qu'est-ce qu'il faut faire ? Comme au Sri Lanka, MSF cherche alors le compromis. Pour mener son action dans la vallée de Swat et réduire sa visibilité en 2010, elle pilote à distance des programmes que le personnel pakistanais met en œuvre sur le terrain. C'est en somme un mode opératoire sans présence permanente d'expatriés, mais qui depuis quelques années a permis à MSF de préserver sa liberté d'intervention dans des contextes où l'insécurité prive les populations de secours comme en Irak ou comme en Somalie.

Troisième cas de figure maintenant, le Yémen. Voici sur la carte le gouvernorat de Saadah où depuis 2004, les forces du régime luttent contre l'insurrection arabe armée de l'ancien député Al-Houthi. Pour porter secours aux populations de la région, MSF s'installe en 2007 à Haydan, à Razh puis à Al Tahl en zones gouvernementales. Mais le conflit progresse, et en 2009, MSF se trouve en zone contrôlée par la rébellion, il n'y a pas de média sur place et MSF devient ainsi l'un des rares témoins directs de la violence du conflit, des bombardements sur des civils et des attaques sur des structures de santé. Pourtant, MSF s'abstient de toute campagne de communication. L'ONG se limite à évoquer l'escalade de la violence et l'insuffisance de soins pour la population, mais dans son rapport annuel et dans une campagne institutionnelle. Or, comme elle est l'une des seules organisations humanitaires présentes sur place, ses propos sont largement repris dans les médias et aussitôt, le gouvernement yéménite suspend les activités de MSF au Yémen. L'ONG choisit donc de démentir publiquement ses propos, de présenter des excuses publiques aux autorités et de s'engager à garder le silence par la suite. L'ONG réussit ainsi à maintenir sa présence sur place, mais elle laisse aussi tout le champ libre à la propagande gouvernementale.

105

110

Sri Lanka, Pakistan, Yémen, voilà trois exemples de pays où MSF a choisi de rester aux côtés des populations et donc à renoncer partiellement à un certain nombre de ses principes. On pourrait aussi citer les exemples du Niger, du Soudan, de la Birmanie ou de l'Éthiopie. Et pourtant le volume des opérations, des actions de MSF n'a jamais été aussi important qu'aujourd'hui. Alors, pourquoi ? Parce qu'il y a le mobile-même de l'action humanitaire, c'est-à-dire le secours aux victimes de désastre qu'il soit d'origine humaine ou d'origine naturelle. MSF choisit donc de privilégier la réalité du terrain plutôt que le droit ou la politique, alors ça se fait parfois au prix de renoncer à la parole. Finalement, l'équation de la guerre froide était simple, aujourd'hui, les humanitaires doivent travailler dans un monde finalement beaucoup plus complexe.

L'humanitaire est le refus du sacrifice humain.

L'humanitaire doit refuser les logiques politiques et économiques qui, elles, acceptent le sacrifice.

Rony Brauman.

115

Biblio

120

Vous pouvez lire utilement l'ouvrage qui a inspiré cette émission de Claire Magone, Michaël Neuman et Fabrice Weissman *Agir à tout prix ? L'expérience de Médecins Sans Frontières* aux Éditions *De la découverte*. Vous pouvez lire le livre de Rony Brauman aux Éditions du *Cygne, Humanitaire, diplomate et droits de l'homme* et celui de Didier Fassin une histoire morale du temps aux Éditions *Du Seuil*. Et puis pour compléter ce dossier sur notre site Internet, vous allez trouver deux entretiens que nous avons eus : l'un avec la présidente de *Médecins Sans Frontières*, l'autre avec Rony Brauman.